L'Afrique de l'Est pourrait égaler le Japon dans la facilité à faire des affaires

@rib News, 22/08/2011 - Source News Press/IFC (International Finance Corporation, en français société financière internationale SFI, NDIR) et la Banque mondiale ont publié aujourd'hui un rapport affirmant que si les meilleures réglementations et procédures est-africaines étaient mises en œuvre à tous les niveaux, l'environnement réglementaire des entreprises en Afrique de l'Est, tel que mesuré par le rapport, serait comparable à celui du Japon. Le rapport, Doing Business in the East African Community 2011, se fonde sur des données de l'étude mondiale annuelle Doing Business et se penche de manière détaillée sur les réglementations des entreprises au Burundi, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. Le rapport soutient que l'Afrique de l'Est pourrait bénéficier du partage des bonnes pratiques en matière de réglementation des entreprises telles que mesurées par Doing Business.

Au cours des cinq dernières années, toutes les économies de la Communauté de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC) ont accru la facilité de faire des affaires. Ces économies sont classées en moyenne 117e sur 183 économies dans le rapport Doing Business 2011. Le Kenya dispose de certaines des réglementations les plus favorables aux entreprises quant à l'obtention de permis de construire. Les tribunaux ougandais résolvent les cas d'insolvabilité de manière relativement efficace. Le Rwanda fait partie des économies dans lesquelles la création d'une entreprise est la plus rapide. "Si chaque économie d'Afrique de l'Est adoptait la meilleure pratique de la région dans chacun des indicateurs de Doing Business, l'Afrique de l'Est serait classée 18e, rapprochant la Communauté des économies les plus performantes du monde" a déclaré Sabine Hertveldt, senior spécialiste du développement du secteur privé à la Banque mondiale et co-auteur du rapport. La Communauté de l'Afrique de l'Est est l'organisation intergouvernementale régionale des économies étudiées dans ce rapport. Au cours des dernières années, les économies de l'EAC ont travaillé à harmoniser la législation de l'Union douanière de l'EAC et les protocoles du marché commun tout en établissant des réseaux entre pairs tels que le Network of Reformers (Réseau des réformateurs), basé sur des modèles similaires dans l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Union européenne. En juillet 2010, les pays membres de l'EAC ont officiellement conclu la création d'un marché commun. "Nous sommes pleinement investis dans notre rôle d'instauration d'un environnement propice à accroître l'activité du secteur privé, aussi bien à l'extérieur de nos frontières. Nous pouvons y parvenir en simplifiant les réglementations qui affectent les entreprises et en s'assurant que l'environnement commercial garantisse la confiance des investisseurs," a déclaré Enos Bukuru, Secrétaire Général Adjoint de l'EAC dans un discours prononcé au nom du Secrétaire Général de la CAE. "Bien que le marché commun ait offert plusieurs opportunités aux entreprises de la région, il nécessite toujours un climat d'investissement correctement adapté afin de catalyser des échanges commerciaux et des investissements supplémentaires. Le rapport Doing Business sur la CAE sert de plateforme pour que le secteur privé et le gouvernement travaillent ensemble afin de pouvoir faire des affaires plus facilement dans la communauté" a affirmé Agatha Nderitu, directrice générale, Conseil commercial de l'Afrique de l'Est. Doing Business in the East African Community 2011 a été préparé dans le cadre du Programme pour le climat d'investissement de l'EAC soutenu par le groupe de la Banque mondiale et PRO-INVEST, un programme de partenariat développé et mis en œuvre par la Commission européenne au nom du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Entre juin 2009 et mai 2010, tel qu'enregistré par Doing Business 2011, les économies d'Afrique de l'Est ont mis en œuvre huit réformes facilitant les affaires. Cela représente un total de la région depuis 2004 à 54. Sur les huit réformes, trois ont été entreprises au Rwanda, deux au Kenya, deux en Ouganda et une au Burundi.